

# LA SOUVERAINETÉ

LIBERTÉ,  
ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

DU PEUPLE,

LIBERTÉ,  
ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

PAR LE CITOYEN MICHELOT.



	PARIS.	DÉPARTEMENTS.
Abonnement d'un an. . . . .	18 fr.	23 fr.
— six mois. . . . .	10	14
— trois mois. . . . .	5 50	6 50
— un mois. . . . .	2	2 75

S'ADRESSER pour tout ce qui concerne la Rédaction, ainsi que les demandes d'abonnements, d'actions, de souscriptions, au citoyen MICHELOT, N° 26, rue du Bouloir. Toute demande d'abonnement, d'action, etc., doit contenir un mandat sur la poste de Paris, payable au Rédacteur-gérant.

	PARIS.	DÉPARTEMENTS.
Abonnement d'un an. . . . .	18 fr.	23 fr.
— six mois. . . . .	10	14
— trois mois. . . . .	5 50	6 50
— un mois. . . . .	2	2 75

## OBSTACLES QUE MET LA POSTE A LA PROPAGATION DES LUMIÈRES DÉMOCRATIQUES.

Le journal la *Souveraineté du Peuple* est un nouveau journal de deux pages d'impression, petit in-folio, papier cavalier ordinaire.

Quel est donc le droit de poste auquel cette nouvelle feuille doit être assujétie? — Devinez? — Je ne devine pas. — Écoutez-donc, le *Courrier français* par exemple, qui est plus du double pour le format, ne paie que quatre centimes; le *Constitutionnel*, les *Débats*, qui sont les deux tiers plus grands que la *Souveraineté du Peuple*, paient en tout quatre centimes par numéro. Je dois conclure de là, si les inductions sont bonnes à quelque chose, que la *Souveraineté du Peuple* ne peut ni ne doit payer qu'un centime et demi. Si l'on exigeait deux centimes, ce serait exorbitant. — Eh bien! criez au scandale, à l'extorsion, à la vexation! Car, quoique la *Souveraineté du Peuple* ne soit pas la moitié du *Courrier français*, pas le tiers du *Constitutionnel*, des *Débats* et de la *Presse*, la *Souveraineté du Peuple*, dis-je, est condamnée à payer quatre centimes à la poste; c'est à dire moitié plus que le *Courrier français*, et deux fois en sus de ce qu'on exige des *Débats*, de la *Presse* et du *Constitutionnel*. — Cela me paraît incroyable! Je doute. — Quoi! vous doutez, lorsque j'affirme? — Que voulez-vous? cela semble une charge faite tout exprès pour dénigrer ces pauvres employés de la poste. — Je vais citer des faits. — J'écoute. — Soyez donc confondu, incrédule; avant-hier, entendez-vous, avant-hier, on a porté dix mille exemplaires du premier numéro à la poste; et les gens de la poste les ont taxés à quatre centimes chacun, ce qui a fait, pour les dix mille, une somme de 400 francs, lorsque l'on croyait n'avoir à payer que 100 à 150 francs. — Il fallait ne pas payer. — Nous n'aurions pu partir. — Il fallait contester, représenter. — Nous l'avons fait, et, nonobstant nos représentations, il a fallu nous résigner à payer. Il a été impossible de faire entendre raison à ces dignes messieurs. — Je m'y perds. — Non, non, ne vous y perdez pas. La conduite de messieurs de la poste est rationnelle jusqu'à un certain point. Ils suivent, quoi qu'on en dise, les traditions du régime déchu; et comment ne les suivraient-ils pas! Ce sont toujours les mêmes lois étouffantes qui nous régissent sur beaucoup de points, notamment sur la poste; bien plus, ce sont aussi les mêmes employés, sauf quelques sommités qui ont été changées; la foule, le commun des martyrs, est encore aujourd'hui ce qu'il était sous Louis-Philippe.

Or, sous ce roi de glorieuse mémoire, on favorisait les grands journaux, les journaux riches, parce qu'ils étaient tous plus ou moins conservateurs. Ou écrasait, au contraire, les petits journaux démocratiques. On avait, pour arriver à ce but, les procès de tendances, le cautionnement. Cela n'existe plus, Dieu merci! Mais les exigences de la poste, les frais, sont toujours là; et à l'aide de ces moyens fiscaux, on peut, si non étouffer aujourd'hui, du moins entraver la marche des nouveaux journaux, car ces nouveaux journaux sont aussi pauvres que démocrates; ils ont été créés par des républicains dont la bourse est légère, par des républicains qui n'ont recueilli sous le régime déchu que des procès et des persécutions de toute espèce. Ces nouveaux journaux sont donc très faciles à tuer. Ce qu'il faut pour sauver la République, c'est d'instruire le Peuple des doctrines républicaines. Or, rien n'est plus propre à nous conduire à ce résultat que les petits journaux que fondent en ce moment des démocrates éprouvés, tels que la *Souveraineté du Peuple* par le citoyen Michelot. Ces feuilles peu coûteuses peuvent porter jusqu'au fond des campagnes l'instruction démocratique et l'amour des principes populaires qui doivent régénérer toutes les classes. Elles peuvent révolutionner les esprits et les

élever à la hauteur des circonstances difficiles où nous nous trouvons. Le Gouvernement né des barricades nous secondera; c'est son devoir formel, car il doit par tous les moyens travailler à dissiper les ténèbres de l'ignorance qui couvrent certaines classes sociales.

Voilà précisément ce que le fondateur de la *Souveraineté* s'était dit: et certainement cela se ferait si les principaux du Gouvernement provisoire pouvaient agir selon leurs inclinations et leurs convictions. Mais ils sont entravés à chaque pas par les lois, les us et traditions du régime de l'étouffoir que nous avons démolli; et surtout par cette nuée d'employés que le dernier Gouvernement nous a légués; gens enrégimentés dans les formes du passé, gens enrégimentés et disciplinés qui assiègent toutes les avenues de l'administration. Ils arrêtent le progrès; ils ne font que tolérer la République; et en attendant mieux, ils se préparent dans l'avenir, toutes les chances d'un glorieux martyre. Cette armée administrative née dans la pourriture du Gouvernement de juillet, fonctionne encore avec autant de perfection et d'ensemble que sous l'œil d'un Guizot et d'un Duchâtel. Les mêmes tendances hostiles continuent à se faire sentir à petit bruit. On en voit la preuve évidente à chaque pas, et notamment dans les droits exorbitants dont MM. les employés de la poste ont frappé la *Souveraineté du Peuple*. Inutile de leur dire qu'une demi-feuille, un quart de feuille ne doit payer que pour un quart ou une demie. Ils s'arment de toises, ils mesurent; ils ont des formules toutes prêtes pour vous répondre; ce sont celles du régime de l'étouffoir. Ils n'agissent, disent-ils, qu'en vertu de la loi. C'est au nom de la loi qu'ils vous prouvent qu'une demi-feuille doit payer autant qu'une feuille entière. Cela se faisait ainsi sous la dynastie d'Orléans. Ils font, comme ils ont toujours appris à faire. Ils agissent, ils discutent avec un aplomb, un air de probité et de conviction, tels que vous êtes confondu. Vous restez muet, et vous comprenez de tout ce style bureaucratique, semi-royal, qu'il ne vous reste qu'à payer!... Et les républicains sont ainsi tondu, rançonnés par les hommes de l'ex-monarchie; car ce sont eux qui sont encore chargés en masse de faire les affaires de la République.

Nous prendrons au moins ici la liberté de signaler nos griefs au citoyen Etienne Arago, le nouveau chef de la poste, et nous avons la confiance qu'il fera réduire le droit exorbitant auquel on a taxé la *Souveraineté du Peuple*, et restituer 200 francs perçus en trop sur les 400 francs qu'on a exigés. Il est vrai qu'il ne pourra réparer le préjudice causé au peuple par le retard dans le départ d'un beaucoup plus grand nombre de numéros qui allaient être expédiés à la province: ce retard, comme on le comprend, est le résultat des exigences fiscales de Messieurs de la Poste. Des droits aussi disproportionnés sont faits pour effrayer les démocrates les plus déterminés: car, encore une fois, les démocrates ont la bourse légère.

Si l'on considère que nous touchons aux élections; que tout ce qu'il y a de républicains doit se hâter de profiter de ce peu de temps pour instruire le peuple des campagnes, on conviendra que la conduite de Messieurs de la Poste est aussi répréhensible aux yeux des républicains qu'elle pourrait être digne de récompenses aux yeux de S. M. Louis-Philippe, puisqu'elle entrave la diffusion d'un journal essentiellement démocrate.

En attendant mieux, le citoyen Etienne Arago est prié de faire réparer l'injustice commise, et d'empêcher pour l'avenir semblable abus de se produire. Les sentiments du citoyen Arago nous répondent qu'il fera droit. Nous profiterons de l'occasion pour lui dire qu'il dépendrait de lui de rendre au Peuple un service immense. Ce serait de prendre l'initiative de l'abolition de tout droit de poste pour la presse. Cette mesure radicale donnerait à la petite presse démocra-

tique qui surgit de toutes parts, des ailes de feu. Son action serait centuplée avant huit jours. Les provinces seraient remuées, labourées et révolutionnées comme par un choc électrique. Mais ce serait un déficit énorme dans les recettes, dira-t-on. Cette perte serait amplement dédommée par les grands biens qui en résulteraient dans les provinces. Voudrait-on donc que l'éducation du peuple ne coûtât rien, ou que les pauvres démocrates en fissent seuls les frais, tandis que la Poste empocherait leurs maigres écus? Est-ce que la Poste n'est pas assez amplement rétribuée par le port des lettres? Ne devrait-elle pas, comme dédommagement du privilège qui lui est accordé dans le monopole de ces lettres, se charger de porter les journaux gratuits? Ce ne serait que justice.

MICHELOT.

Nous avons écrit à M. Et. Arago, pour nous plaindre de l'extorsion dont la *Souveraineté du peuple* est victime. Nous lui annonçons un nouveau départ de 8 ou 10,000 exemplaires pour aujourd'hui, en le priant de faire réduire la taxe à un taux raisonnable. Nous demandions aussi la restitution d'au moins 200 fr., perçus en trop sur le dernier envoi de 10,000 ex. Aucune réponse n'a été faite. Nous nous sommes présentés dans les bureaux de la poste. Les employés ont répondu qu'ils étaient sans instructions. Nous sommes alors montés à l'appartement de M. le directeur-général, les commis nous ont arrêtés court, en disant que M. Arago n'avait pu lire notre lettre, qu'il était absent.

Ainsi donc toujours des fins de non recevoir, toujours même difficulté que par le passé pour obtenir justice. Quand donc les fonctionnaires publics sauront-ils qu'ils ne sont que les serviteurs du peuple? qu'ils doivent toujours être à leur poste pour entendre les réclamations? Jusqu'ici, ces Messieurs ont agi en petits satrapes et les gens du peuple devaient s'estimer trop heureux d'être admis dans leurs antichambres. Les élus de la République se hâteront sans doute de répudier ces traditions absolutistes. Notre cause est celle de toute la presse, que la presse donc seconde nos efforts. La poste est encore dans l'ornière du régime déchu; il faut à tout prix l'en faire sortir, que M. Arago lui-même nous prête assistance, et alors nous reconnaitrons que nous n'avons pas eu tort de compter sur son patriotisme.

## AU JOURNAL LA PRESSE.

Selon la *Presse*, l'ordre est bouleversé en France parce que le crédit public est en déroute. Sans crédit, ajoute ce journal, point de salut. Nous ne citons ici que la substance du long article qu'elle publie sur cette matière.

La suspension des paiements, le retrait des commandes, sont pour la *Presse* le souverain mal. Nous avouons que tout cela est très fâcheux; qu'il est infiniment triste de voir les ouvriers sans ouvrage, les fabricants ruinés, les banquiers en faillite. Ces événements sont très déplorables; mais il n'est pas exact de dire qu'ils constituent l'anarchie et que l'ordre soit renversé de fond en comble. Les faits répondent hautement à ces assertions. Les propriétés et les personnes ont-elles cessé d'être respectées? Citez les magasins forcés et pillés, les individus attaqués et dévalisés! Rien de semblable n'a eu lieu, rien de semblable n'a même été tenté. Quoique nous soyons sans sergens de ville et sans garnison, Paris jouit de la tranquillité la plus parfaite; chacun vaque à ses travaux; les boutiques s'ouvrent, on vend, on achète comme dans les temps les plus ordinaires; des querelles, nulle part. Les citoyens ont compris qu'ils étaient sous la garde les uns des autres. Sous l'ancien ordre de choses, on ne cessait de répéter que sans une force armée imposante il n'y aurait de sécurité pour personne et que les classes inférieures en viendraient à s'entr'égorgier.

Toutes ces prévisions sont heureusement démenties.

Jamais on ne vit peuple nouvellement affranchi plus dévoué à l'ordre et aux convenances. Les détracteurs sont confondus par les faits. Nous convenons que le crédit est ébranlé; nous en avons nous-mêmes indiqué les causes il y a quelques jours; et nous avons prouvé que ce n'était ni à la République ni aux vrais républicains qu'il fallait s'en prendre. Selon nous, le Gouvernement provisoire pourrait remédier à ce fâcheux état de choses par la création d'un papier-monnaie, dont les coupures répondraient à tous les besoins. Nous avons précédemment développé à ce sujet un système financier qui satisfaisait à toutes les éventualités. Nous avons fait voir que des travaux très considérables pouvaient être créés; que toutes les classes laborieuses auraient à l'instant des moyens d'existence, et que l'Etat se trouverait enrichi par ces utiles travaux. Toutes les industries seraient vivifiées, comme par enchantement. Nous renvoyons à cet article où le citoyen Michelot expose un système financier qui répond à toutes les objections.

La Presse ne veut plus d'armée. Il faut, dit-elle, la renvoyer dans ses foyers. Nous répondons que nous avons déjà antérieurement conseillé un licenciement partiel. C'est un puissant moyen de dégrevier le budget; mais il faut procéder avec prudence. Or, serait-il prudent de désarmer aujourd'hui dans l'état de crise où est l'Europe? Comment pourrions-nous inspirer confiance à nos frères des Etats voisins; à nos frères qui ont les yeux tournés vers la France, comme pour recevoir l'impulsion et l'espérance d'être secourus, défendus? Nous ne devons pas rester désarmés dans le moment actuel. Quoi! lorsque les despotes de l'Europe s'agitent avec colère, nous jeterions au loin nos armes! Mais ce serait de la démente! Restons l'arme au bras, afin d'agir, selon qu'il en sera besoin, pour prévenir les excès de ces fous couronnés. Attendons que l'indépendance des peuples soit proclamée. Alors nous ferons rentrer la plus grande partie de l'armée dans les cadres de la garde nationale, afin d'en compléter l'instruction, et que nous soyons toujours prêts au premier danger à mettre en ligne un million de soldats forts, vigoureux et bien exercés.

Mais la Presse ne comprend pas ou ne veut pas comprendre. Elle va même jusqu'à frapper d'ostracisme la garde nationale, elle n'en veut pas plus que de l'armée. Si donc il fallait régler les affaires de l'Etat d'après les idées de la Presse, la République se mettrait à la discrétion de l'Angleterre ou du czar, dont l'amour pour l'indépendance des peuples est si connu. L'aristocratie britannique pourrait alors nous parler impunément un langage arrogant, et venir nous dicter des lois jusque dans nos ports. Que dis-je? Tous les réactionnaires qui ne doivent pas être totalement inconnus à la Presse, pourraient manigancer à leur aise, leurs complots ténébreux; donner la main à Nicolas et aux aristocrates britanniques, et nous ramener un beau matin la régence, voire Louis-Philippe au moins comme tuteur ou conseiller. Est-ce là ce que veut la Presse? Non, sans doute; mais ses conseils nous conduiraient droit à ce résultat.

La Presse joue véritablement de malheur. Dans le même article où elle nous dicte ces savantes mesures, elle nous préconise les Etats-Unis comme une République sur laquelle nous devrions modeler la nôtre. Nous n'entrerons pas dans des considérations qui nous conduiraient trop loin. Nous dirons seulement: les Etats-Unis admettent le fédéralisme et l'esclavage. Or, nous ne voulons ni d'esclavage ni de fédéralisme. Tous les socialistes, ainsi que tous les économistes démocrates ont à jamais frappé de réprobation et le fédéralisme et l'esclavage. Ne nous parlez donc plus de singer les Etats-Unis, lesquels tôt ou tard feront eux-mêmes la Révolution sociale que nous venons de commencer, et qui deviendra nécessaire à leur bonheur comme elle l'est au nôtre et à celui de tous les peuples.

#### AFFAIRES ÉTRANGÈRES

On écrit de Munich, le 30 mars:

Une grande et capitale modification s'est opérée dans les sentiments politiques de l'Allemagne depuis six semaines.

Dans les premières semaines qui ont suivi notre révolution de février, on s'attendait à une agression de la part de la France, et cette longue habitude de colorer les craintes qu'elle inspirait sous un vernis de patriotisme, s'est révélée alors dans tous les journaux allemands. Aujourd'hui

on est rassuré par les déclarations du gouvernement: on ne regarde plus les nouveaux républicains français que comme les promoteurs bienfaisants d'un grand mouvement de liberté, et l'on désire sincèrement l'amitié de la France.

Un autre sentiment qu'un mois a vu naître est celui que l'Allemagne libérale fait éclater en faveur de la nationalité italienne. Au commencement de mars, les publicistes les plus influents, analysant toujours la supposition d'une lutte entre la France et la coalition, craignaient de voir la Lombardie enlevée à l'Autriche et lui faisant perdre ainsi une grande partie de sa force. Dans ce court intervalle, la rapidité des événements a complètement changé ce calcul; l'Allemagne ne nous regardant plus comme des adversaires, ne s'intéresse plus en aucune façon aux succès des Autrichiens, elle ne désire que l'affranchissement de l'Italie, et les nouvelles de Milan ont, à ce titre, été accueillies avec enthousiasme dans les villes allemandes comme à Paris.

Une autre très-puissante cause de rapprochement s'est montrée plus récemment encore. La noble pensée de réparer le grand forfait d'iniquité du siècle passé envers la Pologne, existe chez tous les Allemands comme en France. Ils demandent que l'Autriche et la Prusse restituent la Galicie et la Posnanie; partout on désire, on prévoit, on attend prochainement la résurrection de la Pologne. Si la lutte s'engageait, si l'Empereur Nicolas exécutait le projet barbare d'incendier Varsovie au premier soulèvement, il est hors de doute qu'un cri de sympathie, d'indignation, forcerait la main aux deux grandes puissances allemandes. D'innombrables volontaires voleraient au secours des Polonais. Les Russes qui sont témoins de ces sentiments de l'Allemagne en sont exaspérés.

La pensée la plus populaire en Allemagne, en ce moment, est une nouvelle lutte entre les Russes et les Polonais aidés des Allemands. Il est indubitable que la pensée de cette régénération établit entre la République française et l'Allemagne reconstituée de nouveaux liens de bonne entente et de solidarité.

ANGLETERRE. — Les débats du parlement britannique sont sans intérêt. — On s'attend d'un jour à l'autre à un soulèvement en Irlande. Le cabinet britannique est travaillé par de vives alarmes. L'arrivée continuelle de troupes à Dublin est un indice révélateur. Les repealers n'ont point interrompu leurs meetings. Leurs discours sont les mêmes. Ils ne rabattent rien de leurs exigences qui, d'ailleurs, sont basées sur la raison et la justice. — La camarilla espagnole continue ses sévices. MM. Olozaga, Galvez, Cagenero, Seija, Prado et Algarra, tous députés, ont été incarcérés, ainsi que beaucoup d'autres qui sont suspects aux rétrogrades.

La réunion préparatoire des députés allemands, pour l'établissement d'une Constituante nationale a terminé ses séances le 3 avril. Les résolutions ne sont pas encore connues. On dit seulement que la diète, en réponse à une demande de la réunion, a prononcé l'abolition de toute loi exceptionnelle décrétée par la diète. — La réorganisation du grand-duché de Posen, dans le sens polonais, se poursuit activement. La garde nationale vient d'être établie à Cracovie. Varsovie est encore sous le joug; défense lui a été intimée par Paskewitch de réunir une assemblée populaire. Les paysans polonais et les juifs, égarés par les embaucheurs russes, ne veulent point de gouvernement polonais. Ils menacent d'égorger les patriotes qui tenteraient de chasser les Russes. Il est clair que l'autocrate de Saint-Petersbourg se propose de faire aux démocrates polonais une Nouvelle-Galicie. Dans un ukase, Nicolas I<sup>er</sup>, le débonnaire autocrate, annonce qu'il se prépare à l'atter à mort avec la révolution et les mauvaises doctrines qui ont, dit-il, comme un torrent, inondé l'Europe occidentale et menacent la Russie. Il appelle tous les Russes contre l'ennemi commun. Nous tous démocrates, nous sommes qualifiés de païens, c'est à dire de gens auxquels il ne faut faire aucun quartier.

La Savoie se constitue en république, c'est décidé; elle proteste de ses sympathies pour la France, sans cependant se prononcer sur une réunion à la France, qu'elle laisse néanmoins pressentir. Un gouvernement provisoire est organisé à Chambéry. Tous les fonctionnaires sardes ont subitement quitté la Savoie. Les Savoyards arrivant de France sont partout accueillis à bras ouverts en Savoie.

ITALIE. — Tout le pays du Pô jusqu'aux Alpes du Tyrol est insurgé et armé. Les troupes sardes et romaines, ainsi que les peuples insurgés, cernent de toutes parts Radetzki et les Autrichiens démoralisés, qui seront, dit-on, contraints de mettre bas les armes. Les nouvelles de la Lombardie ont produit la plus vive émotion à Naples. Le peuple s'est porté en masse au palais et a exigé le renvoi des ministres, ce qui lui a été accordé; il a voulu aussi abattre les armes autrichiennes et russes. La chose a réussi au moins pour l'Autriche; les armes de l'ambassade ont été enlevées. Quant à la Russie, il y a eu sursis; ce n'est qu'ajourné.

La Diète prussienne vient d'être ouverte; elle procédera d'abord à composer une constitution qui doit, dit-on, s'harmoniser avec les constitutions des autres Etats allemands, afin de devenir plus tard la constitution de toute

l'Allemagne. Voilà ce que dit le décret royal. Le roi de Prusse, qui n'est pas assuré de garder même une ombre de pouvoir royal en son royaume, semble par là viser à devenir empereur d'Allemagne. La loi électorale qui suit le précédent décret admet 1<sup>o</sup> le suffrage universel, mais avec l'élection à deux degrés: ainsi toujours des restrictions dans les droits des peuples; 2<sup>o</sup> tout Prussien âgé de trente ans est éligible; 3<sup>o</sup> plus de cautionnement de journaux; 4<sup>o</sup> les représentants futurs ont le droit de voter ou de refuser le budget. D'après tout ce qui précède, il est aisé de voir que l'Allemagne hésite, tâtonne. Sa marche vers un affranchissement est déconseillée; mais avant peu les idées mûriront, et les peuples se débarrasseront enfin de toutes espèces de formes monarchiques, et ils n'auront plus besoin de rois. C'est un travail qui s'opère par degrés.

L'évêque de Nevers réclame contre la fixation des élections au 23 avril; il voudrait qu'elles fussent renvoyées au lendemain lundi 24. Ce prélat prétend que beaucoup de prêtres et de fidèles ne voudront pas manquer aux offices ce jour-là. Il ne donne ni ne peut donner d'autre raison, et cette raison, bien que corroborée de l'approbation des *Débats*, nous paraît mauvaise. Quoi! citoyen évêque, vous ne voyez pas que les paysans se dérangeront bien certainement plus volontiers le jour de Pâques pour voter, que le lundi, où beaucoup reprennent indubitablement leurs travaux! Dites-leur d'ailleurs, citoyen évêque, que l'action qu'ils vont faire est la meilleure des dévotions; que servir la patrie, en concourant à lui donner une bonne Assemblée nationale, cela vaut mieux et sera plus agréable aux yeux du Tout-Puissant que toutes les patenôtres qu'ils pourraient réciter paisiblement agenouillés dans les temples de leur localité. Nous croyons que le Gouvernement provisoire ne peut, sans ridicule, céder à cette manifestation épiscopale, bien qu'appuyée par le *Débats*.

CLUB DES AMIS DU PEUPLE, salle Montesquieu.

Le 1<sup>er</sup> avril, samedi, à huit heures du soir, la salle était remplie d'une foule considérable. Le citoyen Raspail a ouvert la séance par une exposition historique, dans le but d'établir que la République a été amenée par des causes qui remontent au berceau des sociétés européennes. Il a divisé le monde par zones et attribué la liberté à la zone tempérée, l'Europe; le despotisme à l'Asie, et la théocratie à l'Afrique.

Ces divisions nous paraissent bien arbitraires, et trop fréquemment en opposition avec les faits, pour qu'on puisse les admettre sans conteste.

Ce que l'on n'apprendra pas sans étonnement, c'est que le club du citoyen Raspail a admis, séance tenante et à l'unanimité, la candidature de M. de Larochejaquelein, qui, du reste, a fait une profession de foi aussi démocratique que pourraient la faire les démocrates les plus connus par des antécédents républicains de dix ans. Qu'il nous soit permis de dire au citoyen Raspail et à son club:

*Timeo Danaos et dona ferentes.*

La prudence veut que nous nous défions un peu de toutes les grandes protestations républicaines, faites par des gens qui n'étaient pas républicains avant le 24 février.

Le président du club de la Fraternité des peuples invite les publicistes radicaux de toutes les nations à se réunir lundi 10 courant, à quatre heures, dans la salle affectée provisoirement au susdit club, rue Neuve-Saint-Jean, 17, vis-à-vis la rue de la Fidélité.

Le président du club de la Naturalisation française, aujourd'hui club de la Fraternité des peuples, invite les étrangers qui désirent profiter des bénéfices du décret du Gouvernement, tendant à faciliter la naturalisation immédiate, à se présenter chez lui, rue du Faubourg-Saint-Martin, 41, de neuf heures à midi.

Le club de la Sorbonne ou de la Montagne s'est occupé, il y a peu de jours, d'une motion qui a vivement impressionné tous les assistants. Un membre a demandé ce que l'on ferait au cas où la prochaine Assemblée nationale serait composée de réactionnaires. Tous les membres ont répondu avec enthousiasme qu'ils marcheraient avec le peuple pour chasser cette Assemblée. Cette déclaration a été faite avec un entraînement irrésistible. Les applaudissements et les cris de Vive la République se sont prolongés et ont empêché longtemps de se rendre à la discussion.

La spontanéité et l'unanimité avec lesquelles cette déclaration s'est échappée de toutes les bouches de la foule, sont dues à une opinion qui se propage et se généralise de jour en jour. Cette opinion est que les prochaines élections seront réactionnaires parce que les influences hostiles à la République sont aujourd'hui toutes puissantes et que l'élément démocratique n'a pas encore eu le temps de prendre position pour lutter victorieusement contre les éléments ennemis qui, depuis longues années, se sont fortifiés sur le terrain. Les réactionnaires devraient voir que l'avantage qu'ils possèdent leur sera fatal, s'ils en abusent; car le peuple, quoique en retard pour le moment, saura prendre sa revanche. Il ne veut pas laisser escamoter son indépendance. Il est le plus fort et le plus juste. La victoire sera donc en définitive pour lui. Il ne souffrira pas, il ne doit pas souffrir que les ennemis de la République, ou au moins les hommes douteux, dominent dans la prochaine législature.

MICHELOT, Directeur-Gérant.

Imprimerie Ed. Proux et C<sup>e</sup>, rue de la Bonne-Enfance, 3